

AVIS OFFICIELS — OFFICIELE BERICHTEN

CHAMBRES LEGISLATIVES
CHAMBRE DES REPRESENTANTS

[C – 2021/30941]

Appel aux candidats pour des mandats de membre suppléant francophone et néerlandophone du Conseil central de surveillance pénitentiaire

Etant donné que l'appel aux candidats pour le mandat de membre suppléant francophone (médecin), paru au Moniteur du 18 février 2021, n'a donné lieu à aucune candidature et vu la démission de plusieurs membres, la Chambre des représentants a décidé de procéder à un appel aux candidats pour les mandats suivants :

- le mandat de membre suppléant francophone (médecin)
- trois mandats de membre suppléant néerlandophone.

Conformément à l'article 24, §7, quatrième alinéa, de la loi du 12 janvier 2005 concernant l'administration pénitentiaire ainsi que le statut juridique des détenus, la Chambre doit nommer sans délai un nouveau membre suppléant lors de la vacance d'une place de suppléant.

Composition

Le Conseil central de surveillance pénitentiaire est composé de 12 membres effectifs (6F + 6N) et 12 membres suppléants (6F + 6N) qui sont nommés par la Chambre à la majorité des deux tiers des suffrages émis.

Les membres sont nommés pour une période de cinq ans renouvelable deux fois.

Les suppléants sont nommés pour une période de cinq ans, renouvelable deux fois et prenant cours au moment de la prestation de serment du membre dont ils assurent la suppléance.

Le membre dont le mandat prend fin avant l'expiration de la période de cinq ans est remplacé par son suppléant pour la période restante du mandat. Dans ce cas, le successeur tombe sous l'application de l'alinéa 1^{er}. Si la durée restante du mandat est inférieure à un an, celui-ci n'entre pas en ligne de compte pour l'application de la limitation du nombre de mandats prévue dans cette disposition.

Le Conseil compte, parmi ses membres effectifs et suppléants, au moins:

- 2 néerlandophones et 2 francophones titulaires d'un diplôme de master en droit, parmi lesquels au moins un magistrat francophone du siège et un magistrat néerlandophone du siège
- un médecin francophone et un médecin néerlandophone.

En ce qui concerne la nomination des membres suppléants néerlandophones, la Chambre ne doit pas tenir compte de ces conditions.

La Chambre désigne parmi les membres effectifs un bureau composé de 2 membres francophones et de 2 membres néerlandophones, dont au moins un membre par rôle linguistique est titulaire d'un diplôme de droit.

Les membres du bureau exercent leurs fonctions à temps plein et ne peuvent exercer aucune autre activité professionnelle pendant la durée de leur mandat. La Chambre des représentants peut accorder des dérogations à cette interdiction à condition qu'elles n'empêchent pas l'intéressé de s'acquitter dûment de sa mission.

La Chambre des représentants désigne un des membres du bureau en qualité de président et un autre en qualité de vice-président, chacun appartenant à un rôle linguistique différent.

Conditions de nomination

Les membres sont nommés sur la base de leur compétence ou de leur expérience en rapport avec les missions qui sont confiées au Conseil central.

Ils doivent jouir des droits civils et politiques.

WETGEVENDE KAMERS
KAMER VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

[C – 2021/30941]

Oproep tot kandidaten voor mandaten van Nederlandstalig en Franstalig plaatsvervangend lid van de Centrale toezichtsraad voor het Gevangeniswezen

Aangezien de oproep tot kandidaten voor het mandaat van Franstalig plaatsvervangend lid (arts), verschenen in het Staatsblad van 18 februari 2021, geen kandidaturen opleverde en gelet op het ontslag van verschillende leden besliste de Kamer van volksvertegenwoordigers over te gaan tot een oproep tot kandidaten voor de volgende mandaten :

- het mandaat van Franstalig, plaatsvervangend lid (arts)
- drie mandaten van Nederlandstalig, plaatsvervangend lid.

Gelet op artikel 24, § 7, vierde lid, van de wet van 12 januari 2005 betreffende het gevangeniswezen en de rechtspositie van de gedetineerden dient de Kamer bij het openvallen van een plaats van plaatsvervangend lid onverwijld over te gaan tot de benoeming van een nieuw plaatsvervangend lid.

Samenstelling

De Centrale Toezichtsraad bestaat uit 12 effectieve (6N + 6F) en 12 plaatsvervangende (6N + 6F) leden die door de Kamer worden benoemd met een meerderheid van twee derden van de uitgebrachte stemmen.

De leden worden benoemd voor een termijn van vijf jaar die tweemaal hernieuwd kan worden

De plaatsvervangers worden benoemd voor een termijn van vijf jaar, die tweemaal hernieuwd kan worden, en die begint te lopen vanaf de eedaflegging van het lid van wie ze de plaatsvervangende verzekeren.

Het lid wiens mandaat een einde neemt voor het verstrijken van de termijn van vijf jaar, wordt voor de resterende duur van het mandaat vervangen door zijn plaatsvervanger. In dit geval valt de opvolger onder de toepassing van het eerste lid. Indien de resterende duur van het mandaat minder dan een jaar bedraagt, geldt dit niet als een mandaat voor de toepassing van de beperking van het aantal mandaten vastgesteld in deze bepaling.

De Raad telt onder haar effectieve en plaatsvervangende leden ten minste :

- 2 Nederlandstaligen en 2 Franstaligen die houder zijn van een diploma master in de rechten, waaronder minstens één Nederlandstalige en één Franstalige magistraat van de zetel;
- één Nederlandstalige en één Franstalige arts.

Wat de benoeming van de Nederlandstalige, plaatsvervangende leden betreft, dient de Kamer met deze voorwaarden geen rekening te houden.

De Kamer wijst onder de effectieve leden een bureau aan, bestaande uit 2 Nederlandstalige en 2 Franstalige leden, waarvan minstens één lid per taalrol houder is van een diploma in de rechten.

De leden van het bureau oefenen hun ambt voltijds uit en kunnen geen enkele andere beroepsactiviteit uitoefenen tijdens de duur van hun mandaat. De Kamer van volksvertegenwoordigers kan afwijken op dat verbod toestaan op voorwaarde dat zij de betrokkene niet hinderen bij de behoorlijke uitoefening van zijn opdracht.

De Kamer wijst één lid van het bureau aan als voorzitter en één lid als ondervoorzitter. Zij zijn van een verschillende taalrol.

Benoemingsvoorwaarden

De leden worden benoemd op grond van hun deskundigheid of ervaring met betrekking tot de taken die aan de Centrale Raad worden toevertrouwd.

Zij dienen de burgerlijke en de politieke rechten te genieten.

Incompatibilités

Pendant la durée du mandat, l'appartenance au Conseil central est incompatible avec:

- l'appartenance à une Commission de surveillance;
- l'exercice d'une fonction auprès de l'administration pénitentiaire ou l'exécution d'une mission pour celle-ci;
- l'exercice d'une fonction au sein de la cellule stratégique d'un membre du gouvernement;
- l'exercice d'un mandat électif ou l'appartenance à un organe exécutif européen, fédéral, communautaire ou régional;
- l'exercice d'une fonction auprès du tribunal de l'application des peines.

Missions

Le Conseil central de surveillance pénitentiaire a pour mission:

1. d'exercer un contrôle indépendant sur les prisons, sur le traitement réservé aux détenus et le respect des règles les concernant;
2. de soumettre à la Chambre des représentants, au ministre qui a la Justice dans ses attributions et au ministre qui a les soins de santé pénitentiaires dans ses attributions, soit d'office, soit à la demande de ceux-ci, des avis sur l'administration des établissements pénitentiaires et sur l'exécution des peines et mesures privatives de liberté;
3. de créer des Commissions de surveillance telles que visées à l'article 26 et d'en assurer l'appui, la coordination et le contrôle de fonctionnement;
4. de rédiger pour la Chambre des représentants et le ministre qui a la Justice dans ses attributions et le ministre qui a les soins de santé pénitentiaires dans ses attributions un rapport annuel concernant les prisons, le traitement réservé aux détenus et le respect des règles les concernant. Le rapport contient notamment tous les avis rendus conformément au 2°, un plan stratégique et les rapports annuels prévus à l'article 26, § 2, 4°

Rémunération

Le traitement annuel des membres du Conseil central de surveillance, membres du bureau s'élève à 54.990 euros. Les magistrats et fonctionnaires membres du bureau conservent au moins le traitement lié à ces fonctions, ainsi que les augmentations et avantages y afférents.

Les membres du Conseil central et de la commission d'appel qui ne sont pas membres du bureau ont droit à un jeton de présence dont le montant s'élève à 150 euros par jour de prestation. Les activités d'une durée inférieure à quatre heures par jour donnent droit à la moitié du jeton de présence fixé.

Le traitement visé au premier alinéa et le jeton de présence visé au deuxième alinéa sont soumis aux règles d'indexation applicables aux traitements du personnel des services publics fédéraux. Ils sont rattachés à l'indice-pivot 138,01.

Candidatures

Les candidatures doivent être adressées par pli recommandé au plus tard dans les trente jours qui suivent la publication du présent avis au Président de la Chambre des représentants, Palais de la Nation, 1008 Bruxelles.

Les candidatures doivent être accompagnées des documents attestant que les candidats remplissent les conditions précitées.

Il s'agit notamment des documents suivants:

- un extrait du casier judiciaire délivré après la publication du présent avis;
- pour le mandat de membre suppléant francophone, une preuve de la qualité de médecin;
- un curriculum vitae étayant les aptitudes ou l'expérience relatives aux missions confiées au Conseil central.

Des informations complémentaires peuvent être obtenues auprès du Secrétariat général de la Chambre des représentants, tél.: 02/549.84.21, e-mail: secretariat.general@lachambre.be.

Les données à caractère personnel des candidats sont traitées conformément à la déclaration de confidentialité figurant sur le site web de la Chambre.

Voir

www.lachambre.be/kvcr/pdf_sections/declconf/Nominations.pdf.

Onverenigbaarheden

Het lidmaatschap van de Centrale Raad is tijdens de duur van het mandaat onverenigbaar met:

- het lidmaatschap van een Commissie van toezicht;
- de uitoefening van een ambt bij of de uitvoering van een opdracht voor de penitentiaire administratie;
- het uitoefenen van een functie bij de Beleidcel van een regeringslid;
- het uitoefenen van een verkozen mandaat of het lidmaatschap van een uitvoerend orgaan op Europees niveau, federaal niveau, gemeenschapsniveau of gewestniveau;
- de uitoefening van een ambt bij de strafuitvoeringsrechtbank.

Opdrachten

De Centrale Toezichtsraad heeft tot taak:

1. een onafhankelijk toezicht te houden op de gevangenen, op de bejegening van de gedetineerden en op de naleving van de hen betreffende voorschriften;
2. aan de Kamer van volksvertegenwoordigers, aan de minister bevoegd voor Justitie en aan de minister bevoegd voor de penitentiaire gezondheidszorg, hetzij ambtshalve, hetzij op hun verzoek, advies te verlenen over het gevangeniswezen en de uitvoering van vrijheidsstraffen en vrijheidsbenemende maatregelen;
3. Commissies van toezicht, zoals bedoeld in artikel 26, op te richten en de werking ervan te ondersteunen, te coördineren en te controleren;
4. jaarlijks ten behoeve van de Kamer van volksvertegenwoordigers en van de minister bevoegd voor Justitie en de minister bevoegd voor de penitentiaire gezondheidszorg, een verslag op te stellen betreffende de gevangenen, de bejegening van gedetineerden en de naleving van de hen betreffende voorschriften. Het verslag omvat onder meer alle adviezen die conform de bepaling onder 2° zijn uitgebracht, een beleidsplan en de jaarverslagen zoals bepaald in artikel 26, § 2, 4°.

Bezoldiging

De leden van de Centrale Raad die lid zijn van het bureau genieten een jaarlijkse wedde van 54.990 euro. De magistraten en ambtenaren die lid zijn van het bureau behouden tenminste hun wedde met de daaraan verbonden verhogingen en voordelen.

De leden van de Centrale Raad en van de Beroepscommissie die geen lid zijn van het bureau hebben recht op een presentiegeld waarvan het bedrag per gepresteerde dag 150 euro bedraagt. Werkzaamheden die per dag minder dan vier uur bestrijken, geven recht op de helft van het vastgesteld presentiegeld.

De wedde bedoeld in het eerste lid en het presentiegeld bedoeld in het tweede lid vallen onder de indexeringsregeling die geldt voor de wedden van het personeel van de federale overheidsdiensten. Zij worden gekoppeld aan de spilindex 138,01.

Kandidaturen

De kandidaturen dienen uiterlijk dertig dagen na bekendmaking van dit bericht te worden ingediend bij ter post aangetekende brief gericht aan de Voorzitter van de Kamer van volksvertegenwoordigers, Paleis der Natie, 1008 Brussel.

De kandidaturen moeten vergezeld zijn van de documenten die het bewijs leveren dat de kandidaten aan de voornoemde voorwaarden voldoen.

Het betreft o.m. volgende documenten :

- een uittreksel uit het strafregister uitgereikt na de bekendmaking van dit bericht;
- voor het mandaat van Franstalig, plaatsvervangend lid, een bewijs van de hoedanigheid van arts;
- een curriculum vitae ter staving van de deskundigheid of ervaring met betrekking tot de taken die aan de Centrale Raad worden toevertrouwd.

Meer inlichtingen kunnen worden verkregen bij het Secretariaat-generaal van de Kamer van volksvertegenwoordigers, tel.: 02/549.84.21, e-mail: secretariaat.generaal@dekamer.be.

De persoonsgegevens van de kandidaten worden verwerkt overeenkomstig de privacyverklaring vermeld op de website van de Kamer.

Zie

www.lachambre.be/kvcr/pdf_sections/declconf/Nominations.pdf.